



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA REGION POITOU-CHARENTES

**Arrêté préfectoral n° 129 /DREAL/2013
Portant décision d'examen au cas par cas en application de
l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

Défrichement – commune de LIGLET (86)

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION POITOU-CHARENTES
PRÉFÈTE DE LA VIENNE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, et plus particulièrement ses articles L.122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le Code forestier, notamment ses articles L. 341-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012, fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la Préfète de région du 11 février 2013 portant délégation de signature à Madame Anne-Emmanuelle OUVRARD, Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° F-054-13-P0119 déposé par Monsieur Vincent COURAT et relatif au défrichement sur le territoire de la commune de Liglet (86) reçu et considéré complet le 25 juillet 2013 ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé le 12 août 2013 ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 51 a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet consiste en un défrichement d'une surface de 2200 m² sur la commune de Liglet (86) au lieu-dit « Lépaud » en vue de la construction d'un bâtiment agricole avec couverture photovoltaïque permettant la création d'une stabulation pour le cheptel bovin et ovin ainsi que le stockage de matériel ;

Considérant que, contrairement aux informations indiquées dans le formulaire Cerfa, le projet est situé dans un périmètre de protection rapprochée de captage d'eau destiné à l'alimentation humaine (captage "Les Gats" à Liglet), ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral n°99/DDAF/SFEE/401 du 13 août 1999 portant protection du-dit captage ;

Considérant que, contrairement aux informations indiquées dans le formulaire Cerfa, le projet est situé à proximité (100 mètres) du site Natura 2000 Zone Spéciale de Conservation « Vallée du Corchon », site désigné principalement en raison de la présence de deux espèces de poissons d'intérêt communautaire, très sensibles à la qualité de l'eau ;

Considérant que, dans ce secteur présentant une richesse écologique certaine, les exploitations agricoles d'élevage extensif contribuent à limiter les pressions sur les eaux superficielles ;

Considérant que le pétitionnaire devra s'assurer au besoin, en procédant à des inventaires faune et flore, de la présence ou de l'absence d'espèces protégées et de leurs habitats, et que s'ils sont impactés par le projet de défrichement, le pétitionnaire devra démontrer l'intérêt public majeur de son projet et présenter les autres alternatives étudiées afin de pouvoir déposer une demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées et de leurs habitats qui explicitera les mesures d'évitement et de réduction d'impact, ainsi que les mesures de compensation sur les impacts résiduels ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de défrichement sur la commune de Liglet, n'est pas soumis à étude d'impact.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la DREAL Poitou-Charentes.

Fait à POITIERS, le 09 août 2013

Pour la Préfète et par délégation,
la Directrice régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement



Anne-Emmanuelle OUVRARD

Voies et délais de recours

1- Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être :

- formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale
- adressé à :

Madame la Préfète de région
Préfecture de la région Poitou-Charentes
1 place Aristide Briand
86000 POITIERS

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2- Décision dispensant le projet d'étude d'impact :

Le recours gracieux doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à :

Madame la Préfète de région
Préfecture de la région Poitou-Charentes
1 Place Aristide Briand
86000 POITIERS

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à :

Mme la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie
Grande arche
Tour Pascal A et B
92055 La Défense cedex

Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la notification / publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Poitiers
15 rue Blossac
86000 POITIERS